

A la question de Var-Matin du 17 mars 2012 “*Estimez-vous que les **sinistrés** des inondations de 2010 et 2011 sont **abandonnés par la puissance publique** ?*” l’opinion répond **OUI à 86 %**.

Où ? Dans la Basse Vallée de l’Argens (BVA), habitants, artisans, industriels, exploitants agricoles et touristiques vivent dans l’**insécurité** et la crainte permanente d’une troisième catastrophe dévastatrice.

Quand ? La **catastrophe** de 2010, mal qualifiée “exceptionnelle”, s’est **répétée** aux premières grosses pluies de 2011 et, à peine relevés de ses dommages, **les sinistrés sont anéantis**.

Comment ? Faute d’**exécution prioritaire de travaux** d’envergure sur les cours d’eau du bassin versant, préconisés par le rapport d’experts **pour réduire la vulnérabilité du territoire**, sachant que les dégâts de la première crue, aggravés par la seconde, sont la conséquence d’une urbanisation irresponsable et d’infractions connues non réprimées.

Pourquoi ? Selon l’art. L215-14 du code de l’Environnement, l’entretien (régulier) des cours d’eau non domaniaux est de la responsabilité des riverains, mais la Directive européenne sur les risques d’inondation vise à **prévenir les conséquences des inondations futures**, en y déployant une **action partenariale des pouvoirs publics** conforme aux enjeux de populations et d’emploi. Or, 20 mois après la première crue, le **constat de carence** est largement partagé.

Par qui ? Cette incurie est consécutive à la **dilution des responsabilités**.

- **La Présidence de la République et le Gouvernement** se sont plusieurs fois déplacés et les actions sont encore loin des promesses car il semble manquer, pour leur cohérence, une **Mission interministérielle dédiée**.
- **Le Parlement** - en charge, **dans l’intérêt général de l’Etat**, de saisir le Gouvernement (et/ou le Conseil Constitutionnel) des dysfonctionnements éventuels des services au public (particulièrement pour sa mise en sécurité) - a installé dans les 2 mois qui ont suivi la tempête Xynthia une double Mission Commune d’Information du Sénat et de l’Assemblée Nationale. Hélas, pour le Var, malgré une requête de VIVA à son député dès février 2011, aucune Mission de l’Assemblée Nationale n’est annoncée et la présente Mission du Sénat ne commence ses travaux qu’après 20 mois.
- **La Préfecture du Var** a mis en œuvre et amélioré les moyens de secours et la gestion de crise, le porter à connaissance des maires des prévisions de risques, des PPR et parfois des acquisitions amiables ou des expropriations. Mais elle n’a plus la “maîtrise d’ouvrage” et se heurte à une **gouvernance introuvable des acteurs du système territorial** qui n’est pas organisé pour réduire la vulnérabilité aux inondations. A l’égard de l’autonomie des communes et des communautés d’agglomérations, démunies de financements et de moyens d’actions solides et coordonnés, **l’autorité préfectorale a épuisé la persuasion**, ne cesse de rappeler les responsabilités et **hésite entre la coercition et la suppléance**. Par exemple, constatant après 20 mois que, faute d’action municipale, l’Argens ne s’écoule plus normalement sous le pont de la route côtière, le Préfet vient de faire appel à la Sécurité civile de Brignoles pour cette urgence négligée. Mais cette opération spectaculaire ne doit pas laisser oublier que **l’essentiel reste à faire**.
- **Le Conseil général**, qui n’a ni compétence ni moyens dédiés, a dit se placer en “pilote d’un PAPI d’intention” et, comme les 2 Syndicats de rivière intercommunaux n’ont pu jusqu’ici honorer leur contrat ni coordonner leurs missions, on s’oriente vers un Syndicat Mixte à l’échelle du bassin versant. C’est une obligation mais cet exercice est long et **en complet décalage avec la situation présente**. Un Etablissement Public Territorial de Bassin ne serait-il pas une piste à explorer ?
- **Les Collectivités locales** restent “maîtres d’ouvrage” et, dans l’urgence, ce sont encore les deux Syndicats Intercommunaux d’Aménagement de la Nartuby (**SIAN**) et du Cours Inférieur de l’Argens (**SIACIA**) qui, agissant en solo, sont les **deux organismes considérés**, faute de mieux, par la DREAL – c’est-à-dire l’Etat - **comme les seuls opérationnels** : contradiction flagrante avec la Directive européenne, mais surtout **déni de réalité** puisqu’ils se disent eux-mêmes démunis ! Le président du SIACIA l’avouait récemment devant FR3, ajoutant que ce serait au moins 50 millions d’Euros qu’il faudrait pour un traitement cohérent du bassin versant !
Encore faudrait-il que les Maires cessent de refuser leur contribution aux Syndicats de rivière (comme le Maire de Draguignan en 2010 !), de délivrer des permis de construire en zones inondées (comme le Maire de Roquebrune !), de remblayer sans vergogne (comme le Maire de Puget !), de privilégier la protection de certains intérêts (comme le Maire de Fréjus qui engage des travaux sur le Reyran au détriment de ceux aussi urgents sur l’Argens, particulièrement sur l’embouchure)...

ATTENTES DE VIVA :

- Alertée de ces difficultés, la MCI inondations du Sénat est sollicitée pour recommander au Gouvernement des **mesures d’urgence** de nature à suspendre dans les meilleurs délais la menace qui pèse sur les personnes, les biens et l’activité économique de la BVA.
- En cas de nouvelle crue dévastatrice, VIVA demande quel niveau du pouvoir sera déclaré responsable d’avoir **négligé de réduire la vulnérabilité du territoire** ?

Pour le Bureau, le Président, J-N BRANDENBURGER